HENRI WEBER

Stalinisme et métaphysique

Réponse à Christian Leucate

Dans un article publié dans le numéro 5 de cette revue (1), Christian Leucate s'élève contre ceux qui analysent en termes de désagrégation social-chauvine l'évolution présente du mouvement stalinien. Selon lui, ceux-là ne partagent pas seulement une conception superficielle de l'évolution des partis communistes, ils révèlent une incompréhension profonde du stalinisme lui-même. Leur thèse procède d'une approche étriquée du mouvement stalinien. Elle réduit la spécificité du parti stalinien à la subordination politique et organisationnelle à la bureaucratie du Kremlin. Pour Henri Weber, par exemple, « le procès de stalinisation se réduit pour l'essentiel au monolithisme bureaucratique (2) ». L'éclatement du monolithisme est alors logiquement interprété comme éclatement du stalinisme...

Or, dit Leucate, c'est confondre la forme et le fond : le stalinisme des P.C. de masse, ce n'est pas fondamentalement leur subordination à l'*autorité politique* de la bureaucratie du Kremlin. C'est leur subordination aux intérêts sociaux de cette bureaucratie, leur adhésion à la ligne contre-révolutionnaire du statu-quo. Cette adhésion ne se manifeste pas essentiellement dans l'obéissance servile aux « directives » de Moscou. Elle s'incarne d'abord et avant tout dans le programme de la révolution par étapes et dans la stratégie frontiste. Elle peut revêtir des formes politiques variées : le monolithisme du Komintern, mais aussi le « polycentrisme » togliattien. A l'époque de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, le « pluralisme » tactique au sein du mouvement stalinien international est peut-être le moyen le plus sûr de faire prévaloir l'objectif stratégique du mouvement : la défense du statu-quo bureaucratique.

1) « Sur la crise du stalinisme », *Critique communiste*, n° 5, p. 83-104.
2) *Ibid.*, p. 84.

Opposer, comme le fait Weber, conclut Leucate, le « processus de stalinisation » des P.C. (subordination à la bureaucratie soviétique), au « processus de social-démocratisation » (adaptation à la bourgeoisie et à son Etat) c'est confirmer l'incompréhension du phénomène. En fait, « procès de stalinisation » et « procès de social-démocratisation » sont les deux faces d'une même médaille. *Ils ne se manifestent pas successivement, mais simultanément :* la subordination aux intérêts sociaux de la bureaucratie soviétique commande une stratégie de collaboration de classe. Elle produit donc nécessaireent un processus d'adaptation à la classe dominante, en 1936 comme en 1976.

Pas plus qu'il n'y a « éclatement » du stalinisme, il n'y a « social-démocratisation » des P.C. staliniens. L'autonomisation des P.C. par rapport à la bureaucratie soviétique, comme leur adaptation à leur bourgeoisie nationale ne remettent nullement en cause leur base sociale spécifique, irréductible à celle de la social-démocratie.

Face à la montée de la révolution en Europe, la défense des intérêts sociaux de la bureaucratie commande le dévoiement du mouvement ouvrier dans les impasses de la collaboration de classes. La diversité des formules politiques retenues renvoie à la configuration propre prise par l'affrontement des classes dans les divers pays. Par delà cette diversité tactique, s'affirme l'unité profonde de la stratégie.

Une conception a-historique du stalinisme

Sur un point sans doute, Leucate a raison : le désaccord porte sur la conception du phénomène stalinien lui-même.

Ce qui me frappe à cet égard, c'est le caractère a-temporel, a-historique de la démarche leucatienne ; le stalinisme est une essence immuable définie par ses attributs : la subordination aux intérêts sociaux de la bureaucratie soviétique ; l'adaptation à la bourgeoisie. Ces attributs existent de tous temps : « Dès l'origine, écrit Leucate, le stalinisme est porteur du monolithisme bureaucratique et de sa négation, l'éclatement bureaucratique (...) dès l'origine, et par nature, le stalinisme implique aussi le démantèlement social-chauvin de l'I.C. (3) ».

Et de la même manière que dès l'origine « la tendance à la social-démocratisation » existait pleinement, sous des formes spécifiques, la subordination à la bureaucratie soviétique existe pleinement aujourd'hui, sous des formes spécifiques. Les deux revers de la médaille sont toujours là. Et la médaille n'est pas autre chose que ses deux revers.

Il faut au contraire analyser le phénomène stalinien comme une réalité éminemment historique, qui renvoie à des conditions

3) *Ibid.*, p. 86.

historiques précises et se modifie profondément avec l'évolution de ces conditions. Il faut l'appréhender réellement comme un *processus* qui surgit, se développe, entre en crise, et ne reste pas fondamentalement identique à lui-même à travers son développement.

Ce processus appelle une périodisation. Il y a une période de montée, d'expansion du stalinisme, liée à des conditions historiques déterminées, et une période de déclin, de crise, liée à l'apparition de conditions historiques nouvelles, défavorables à l'équilibre du système. Le « procès de stalinisation » dont je parle dans le numéro 3 de la revue à propos de la « bolchevisation » du P.C.F. s'inscrit dans la période d'expansion du stalinisme et s'étend bel et bien sur deux décennies. Les sections de l'Internationale de Lénine et de Trotsky ne se sont pas métamorphosées en partis staliniens d'un coup de baguette magique. Leur mutation de partis révolutionnaires en gestation en partis réformistes d'un type nouveau n'est ni spontanée, ni immédiate. Elle résulte pour une large part d'un travail de transformation conscient, systématique, prolongé de la bureaucratie soviétique sur le mouvement révolutionnaire international. A cet égard, je récuse évidemment l'accusation d'étroitesse « politiste » que me porte Leucate : loin de réduire le procès de stalinisation à un phénomène étroitement politique et organisationnel (la subordination des P.C. à l'autorité de Moscou), je l'analyse au contraire comme un *processus de production d'une bureaucratie ouvrière* spécifique au sein du mouvement ouvrier des pays capitalistes sous la houlette de la bureaucratie soviétique et à sa dévotion(4).

Le ressort de cet effort de production est bien connu : menacée de destruction par l'impérialisme — qui ne s'est encore nullement résigné à son existence — la bureaucratie soviétique a

4) Cf mon article : « Les partis staliniens et leur devenir », voir *Critique communiste*, n° 3, p. 77-78. « Seule une bureaucratie ouvrière — couche distincte et privilégiée du prolétariat, attachée à ses privilèges et décidée à les défendre — promet d'être un instrument adéquat pour une politique contre-révolutionnaire (...) En généralisant à tous les P.C. le régime intérieur du P.C.U.S. (centralisme bureaucratique) la « bolchevisation » conduite par Zinoviev-Staline-Kamenev, assure l'autonomisation puis la dictature de l'appareil sur le parti. A la promotion sociale que représente pour tout ouvrier l'intégration à l'appareil permanent du parti, s'ajoutent les privilèges matériels croissants (selon le niveau dans la hiérarchie) attachés aux fonctions de dirigeants. La bureaucratie d'obédience stalinienne devient une couche autonome et privilégiée par rapport à la classe ouvrière. Elle développe un conservatisme social lié à la défense de ses privilèges bureaucratiques. Son conservatisme propre entre en résonance avec le conservatisme de la bureaucratie soviétique : la bureaucratie des P.C. a en commun avec la bureaucratie soviétique la crainte d'une mouvement révolutionnaire des masses. Elle conçoit également la politique comme manipulation des forces populaires par les appareils « responsables ». C'est sur la base consistante de ce conservatisme que s'opère durablement et solidement l'intégration des sommets des appareils des P.C. à la bureaucratie stalinienne ». Voir dans ce paragraphe, dans ceux qui le suivent et le précèdent, une « conception politiste étriquée — quasi fonctionnaliste » du stalinisme relève du fantasme.

besoin de constituer dans chaque pays une force de pression et une monnaie d'échange. De même que sont connues les conditions historiques qui permirent le succès de l'entreprise : prestige politique du P.C.U.S., puissance matérielle (et policière) de l'Etat soviétique, absence de contre-poids politique au sein de l'I.C. ; et surtout, effet démoralisant des défaites accumulées par la classe ouvrière, dans un contexte de régression générale du capitalisme vers la barbarie fasciste et la guerre...

Le « procès de social-démocratisation », tendance permanente du stalinisme ?

Bien sûr, ce « procès de stalinisation » est lui-même contradictoire. Comme l'a vu très tôt Trotsky, la transformation des sections de l'I.C. en partis réformistes staliniens pratiquant la collaboration de classe induit un processus d'adaptation à la bourgeoisie nationale avec laquelle les P.C. collaborent. Cette adaptation, dans la mesure où elle est subordination à une classe sociale aux intérêts distincts, voire opposés, à ceux de la bureaucratie soviétique, constitue à terme, selon Trotsky, une menace contre le système stalinien lui-même, un facteur de désagrégation du mouvement stalinien international.

Contrairement à ce qu'avance Leucate — dont la lecture est décidément bien distraite — je ne méconnais nullement ce caractère contradictoire du procès de stalinisation. Je consacre au contraire trois pleines pages à l'analyse des contradictions qu'il engendre au sein des partis staliniens (5). Mais de la compréhension du caractère contradictoire du procès de stalinisation, peut-on déduire avec Leucate, que la « tendance au monolithisme » et la « tendance à l'éclatement », la tendance à la subordination à la bureaucratie soviétique et la tendance à l'adaptation à la bourgeoisie, coexistent en permanence au même titre, sont à l'œuvre en permanence au même niveau, des « origines » du stalinisme à nos jours ? Evidemment non.

C'est perdre de vue que les contradictions du système stalinien existent elles aussi dans l'histoire, que l'intensité de telle ou telle tendance, la virulence de telle ou telle contradiction, ne sont pas données une fois pour toutes mais dépendent du cadre historique et varient avec lui.

Lorsqu'il analyse l'évolution des P.C. au cours des années trente, Trotsky ne met nullement sur le même plan leur procès de subordination à la bureaucratie soviétique et leur procès d'adaptation à leur propre bourgeoisie. S'il considère le premier comme achevé, il souligne le caractère balbutiant, encore largement potentiel du second. Mieux, il souligne son *caractère*

5) Cf « Les partis staliniens et leur devenir », *Critique communiste*, n° 3, p. 79, 80, 81 et suiv.

réfracté : le développement du nationalisme des P.C., expression de leur adaptation à leur bourgeoisie nationale, est « *jusqu'à un certain degré, la réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique* », écrit-il dans la *Défense de l'U.R.S.S.* (6). Il y a subordination à l'U.R.S.S., et *par réfraction,* adaptation à la bourgeoisie. Et Trotsky annonce, en 1938, une « nouvelle étape » dans la désintégration social-chauvine du Komintern : bientôt l'adaptation des bureaucraties nationales à leurs bourgeoisies respectives primera sur leur subordination à l'U.R.S.S., engendrera sa propre dynamique, divergente de la « défense de l'U.R.S.S. ».

C'est dire combien Trotsky — qui de surcroît, dans le cas d'espèce, se trompe sur les rythmes — prend au sérieux les processus, s'attache à l'analyse concrète de leurs étapes de développement, distingue soigneusement ces étapes, bref, ne confond pas le plein développement d'une tendance avec ses balbutiements, l'aboutissement d'un processus avec ses premières manifestations.

En quoi il se distingue de Leucate pour qui « procès de stalinisation » et « procès de social-démocratisation » sont les deux attributs symétriques, contradictoires et indissociables du stalinisme « par nature et dès l'origine ».

En réalité entre les deux guerres mondiales et jusqu'au début des années 50, en raison du contexte historique évoqué plus haut, le rapport de forces entre la bureaucratie soviétique et les bureaucraties naissantes des P.C. occidentaux, imposait aux bureaucraties nationales une subordination absolue. La direction du P.C.U.S. était capable de réduire à l'état de groupuscule n'importe quel P.C. récalcitrant. Les contradictions d'intérêts inter-bureaucratiques étaient, en conséquence, systématiquement et « naturellement » tranchées au profit des bureaucrates du Kremlin.

Les tendances centripètes l'emportaient — et de loin — sur les tendances centrifuges, la subordination à la bureaucratie soviétique à l'adaptation aux bourgeoisies nationales, le monolithisme à l'éclatement.

Les textes de Thorez de 1936-1938 sont plus droitiers que les improvisations les plus inconsidérées de Marchais. La bureaucratie du P.C.F. manifeste dans l'exaltation du chauvinisme, de l'électoralisme, du légalisme, de la collaboration de classes, l'enthousiasme du néophyte. Mais simultanément elle est dirigée par un collège occulte de fonctionnaires du Komintern, sous la présidence de Fried... De même qu'est composée exclusivement de fonctionnaires du Komintern la « Commission des Cadres » qui sélectionne, forme, affecte les membres de l'appareil. Le prestige de l'U.R.S.S. et du P.C.U.S. est immense dans l'avant-garde ouvrière. Si bien que cette bureaucratie du P.C.F., immergée jusqu'aux cheveux dans la collaboration de classes, n'hésite

6) Léon Trotsky : Après la paix impérialiste de Munich », in *Sur la deuxième guerre mondiale,* éd. de la Taupe, Bruxelles, 1970. Cité par Michel Lequenne in *Critique communiste,* n° 5, p. 65.

pas une seconde à sacrifier totalement ses intérêts propres, à suicider littéralement son parti, lorsque vient l'ordre d'approuver d'enthousiasme le pacte germano-soviétique et de lancer les masses contre les « impérialistes anglo-saxons ! »

Ce qui permet de parler de « procès de stalinisation », c'est le caractère dominant du rapport d'allégeance à la bureaucratie soviétique. Et dire que ce caractère est dominant, ce n'est pas dire simplement qu'il est plus accentué que les autres. *Ça signifie qu'il sur-détermine tous les autres, que les autres tendances s'affirment et se réalisent, pour l'essentiel, par sa médiation,* comme on l'a vu pour le procès d'adaptation à la bourgeoisie nationale.

C'est cette dominance du rapport de subordination qui disparaît sous nos yeux aujourd'hui. Les conditions historiques qui permirent l'expansion du stalinisme n'existent plus. A la période d'accumulation des défaites, de dégradation continue du rapport de forces en faveur de la bourgeoisie a succédé une période d'essor de la révolution, de radicalisation des masses, dans un contexte de « détente » internationale. Simultanément l'image de la Russie soviétique a pris les traits du Goulag. Les contradictions internes des P.C. de masse s'exacerbent, en même temps que les rapports de forces inter-bureaucratiques au sein du mouvement stalinien évoluent au détriment de la bureaucatie soviétique (7). Pour les bureaucrates des P.C. de masse, il devient à la fois nécessaire et possible de résoudre ces contradictions sur un mode moins défavorable que par le passé.

Ceci vaut évidemment en premier lieu pour les bureaucraties au pouvoir. Après la Yougoslavie, la Chine a rompu avec la bureaucratie soviétique au nom de ses intérêts de bureaucratie d'Etat. Les mêmes forces nationalistes centrifuges travaillent les démocraties populaires. Les bureaucraties yougoslave, chinoise, albanaise, etc., n'ont pas pour autant changé de nature. Comme on l'a vu dans le cas de la Yougoslavie, leur rupture n'exclue pas à terme une nouvelle alliance (encore que pour ce qui est de la Chine, cela semble peu probable). Mais précisément, il s'agit désormais d'alliance, c'est-à-dire de relations contractuelles, peut-être inégales, mais d'une autre nature que les liens de subordination absolue du passé.

Quant aux P.C. de masse d'Europe occidentale, ils sortent profondément marqués par trente ans de pratique réformiste dans un capitalisme en expansion. Le processus d'adaptation à la société bourgeoise et à son Etat s'est accentué et accéléré. La composition interne de la bureaucratie s'est modifiée au profit des secteurs qui vivent directement des prébendes de l'Etat (députés-maires, conseillers municipaux et généraux, fonctionnaires).

Pour se maintenir et se développer, la bureaucratie ouvrière d'origine stalinienne ne peut plus compter fondamentalement

7) Cf *Critique communiste*, n° 5, p. 79-80.

sur l'exploitation du prestige de l'U.R.S.S. Au contraire, elle doit tenir compte de l'effet de répulsion qu'exercent les régimes des pays de l'Est sur les masses d'Occident. Confrontée à un renouvellement qualitatif de la classe ouvrière éminemment propice à une recomposition à ses frais du mouvement ouvrier, la bureaucratie des P.C. de masse doit se soucier de son propre sort. La défense de ses intérêts propres de bureaucratie nationale prime désormais la défense des intérêts de la bureaucratie soviétique. Et on sait que ces intérêts ne coïncident pas toujours.

Conformité des intérêts bureaucratiques ?

C'est ici qu'on touche au fond du désaccord : les P.C. appliquent une ligne conforme aux intérêts de la bureaucratie soviétique, dit Leucate, pas tant parce que celle-ci les contrôle directement, comme par le passé, mais parce qu'il y a conformité fondamentale entre les intérêts sociaux des bureaucraties des P.C. de masse et ceux de la bureaucratie soviétique. Fondamentalement, ils s'alignent d'eux-mêmes sur la politique du Kremlin, parce que face à la crise de l'impérialisme et à la montée révolutionnaire en Europe, il n'y a qu'une seule ligne de défense bureaucratique. Des désaccords tactiques peuvent survenir sur le meilleurs moyen d'atteindre le but (la défense du statu-quo). Mais il y a accord général sur le but lui-même.

Cette thèse est fausse au moins à deux titres : dans sa définition réductrice des « intérêts sociaux » de la bureaucratie ; dans sa sous-estimation des contradictions inter-bureaucratiques.

La solidarité fondamentale du système stalinien, qui fait son unité et sa « force d'actualité », par delà l'éclatement du monolithisme, dit Leucate, c'est la subordination des bureaucraties staliniennes de toutes espèces (bureaucraties d'Etat dans les pays de l'Est, appareils bureaucratiques des P.C. dans les pays capitalistes) aux intérêts sociaux de la bureaucratie soviétique.

Mais quels sont ces intérêts sociaux selon Leucate ? C'est la défense des privilèges bureaucratiques, du pouvoir de la bureaucratie contre la montée du mouvement de masse. En réalité, selon Leucate lui-même, le fameux intérêt commun qui cimente le système stalinien et le prémunit contre l'éclatement, se réduit à la défense contre-révolutionnaire du statu-quo. Mais c'est là un « intérêt commun » que partagent également les appareils sociaux-démocrates, pour ne rien dire des partis bourgeois. Pour le faire prévaloir, nul n'est besoin de se subordonner à la bureaucratie soviétique. La social-démocratie, en ce domaine, obtient pleine satisfaction en se subordonnant directement à la bourgeoisie. Si la défense du statu-quo est bien le ciment du mouvement stalinien international, on conçoit qu'il se désagrège... *Car cet « intérêt social » très partagé s'incarne dans les lignes stratégiques et tactiques variées et ne supplée pas aux liens de*

subordination matériels, organisationnels, politiques et idéologiques qui caractérisaient le mouvement dans sa phase d'expansion.

Si donc on prend au sérieux la thèse de Leucate, on ne peut que constater l'*inconsistance* de l'intérêt social commun auquel se subordonneraient tous les secteurs de la bureaucratie. En aucun cas, un « intérêt social » aussi vague et général ne saurait imposer une ligne stratégique et une seule. Et à plus forte raison fonder l'unité du mouvement stalinien.

En réalité ce n'est pas par manie que Staline et ses héritiers se sont efforcés de construire un système complexe — économique, politique, organisationnel, idéologique — de subordination des bureaucraties nationales à la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas par routine que Brejnev s'efforce tant bien que mal aujourd'hui de le préserver et de le perpétuer. C'est parce que les bureaucrates du Kremlin comprennent pertinemment, contrairement à Leucate, que la « subordination aux intérêts sociaux de la bureaucratie » ne suffit pas. *Qu'elle doit être imposée aux P.C. de masse et garantie par tout un système organisationnel et idéologique.* Le stalinisme n'est pas, n'en déplaise à Leucate, la « subordination aux intérêts sociaux de la bureaucratie », *mais ce système de subordination tout entier.* Et avec la crise et la désagrégation tendantielle de ce système, c'est bien le mouvement stalinien en tant que tel qui se disloque.

Pour accréditer sa thèse fondamentale — l'unité des intérêts bureaucratiques, renvoyant à l'identité de leur base sociale — Leucate est contraint de donner de ces intérêts une définition tellement générale qu'elle s'applique à toutes les forces conservatrices. C'est au prix d'une dilution laborieuse des contenus concrets des intérêts en présence que Leucate peut gommer leurs divergences, nier leurs oppositions potentielles, pour conclure à leur unité fondamentale.

Dans son article déjà cité, Lequenne répond par anticipation à cette alchimie : les bases sociales des bureaucraties au pouvoir — des Etats-Partis de l'Est, comme dit Carillo — et des bureaucraties ouvrières des P.C. de masse ne sont pas les mêmes. La base sociale de la bureaucratie soviétique, c'est le système collectiviste-bureaucratique né d'Octobre. L'intérêt social de cette bureaucratie, c'est la consolidation et le développement de ce système, fondement de ses privilèges. La base sociale de la bureaucratie du P.C.F., *c'est le mouvement ouvrier français.* Son intérêt social, c'est la consolidation et le développement de son empire sur ce mouvement, fondement de sa puissance sociale. Que ces intérêts distincts aient des points de convergence, c'est bien évident. C'est ce qui fonde précisément leur alliance. C'est ce qui explique que même dans les cas extrêmes (Italie, Espagne, Yougoslavie), de part et d'autre on refuse la rupture, on recherche

le compromis (8). Mais que ces intérêts puissent diverger, voire s'opposer absolument, c'est non seulement ce qu'illustre à foison l'histoire du mouvement communiste (« troisième période de l'I.C. », pacte germano-soviétique, schismes yougoslave et chinois...) mais aussi ce qui se déroule en France, sous nos yeux. La bureaucratie soviétique a soutenu ouvertement De Gaulle, Pompidou, Giscard (9). Son objectif, c'est le maintien de la coalition majoritaire au pouvoir, le P.C.F. dans l'opposition exerçant une pression soutenue contre l'infléchissement atlantiste de la diplomatie française. L'accession de la gauche unie au gouvernement, dans le contexte social actuel et sous la houlette du premier Secrétaire du P.S., ne lui dit rien qui vaille. La politique de parti correspondant à ces intérêts est clairement indiquée par les Zadorov, Pomonaref et autres responsables soviétiques des relations avec les partis frères (10). Ce n'est pas celle qu'a suivie et continue de suivre le P.C.F. Si comme l'affirme Leucate, la politique du P.C.F., conformément à la défense des intérêts de la bureaucratie soviétique, vise fondamentalement à maintenir en selle le pouvoir giscardien, il faut reconnaître que Marchais est bien maladroit : il s'en est fallu de 165 000 voix sur 26 millions de votants, qu'au grand dam de Brejnev, Mitterrand ne s'installe à l'Elysée en 1974 ! Certes, le P.C. ne veut pas accéder au gouvernement dans n'importe quelles conditions. Il est exclu qu'il fasse quoi que ce soit pour y parvenir hors du cadre électoral. Il préférerait éviter d'y parvenir au plus fort de la crise économique. Mais de là à écrire : « le projet du P.C.F. a, en fait, été sur toute la période récente, y compris au meilleur temps de l'Union de la Gauche, de différer par tous les moyens et à chaque moment (...) les échéances d'un affrontement politique (même réformiste) avec le pouvoir en place, de souscrire successivement des chèques en blanc à De Gaulle, à Pompidou, à Giscard... (11) », c'est commettre un contre-sens complet.

En réalité, dans les conditions des années 60, et singulièrement après Mai 68, la défense des intérêts propres de la bureaucratie du P.C.F. exigeait qu'il préconise et mette en œuvre une alternative politique crédible au pouvoir gaulliste et post-gaulliste. Faute de quoi, il laissait le champ libre à tous les débordements, au grignotage de ses positions par l'extrême-gauche et le néo-réformisme. La stratégie de l'Union de la Gauche constitue cette perspective. Comme l'a amplement montré l'élection présidentielle de 1974, elle met réellement en péril la coalition gaullo-centriste. Et l'attitude hyper-droitière du P.C.F. au cours de cette campagne — applaudissant au plan à triple détente de

8) Encore que dans le cas — marginal — du P.C. néerlandais (représenté au 25e congrès du P.C.U.S. par un journaliste de *De Waarheid)*, cette rupture semble bien consommée, à l'initiative de la direction néerlandaise, de même que pour le P.C. grec « de l'intérieur », le P.C. israélien, japonais, etc.

9) Dans ce dernier cas, l'ambassadeur d'U.R.S.S. est venu ostensiblement porter ce soutien en 1974, au plus fort de la campagne présidentielle, suscitant une ferme protestation du P.C.F.

10) Voir l'article de Denis Berger, « Le Parti communiste français entre le réformisme et le désarroi », *Critique communiste*, n° 5.

11) *Critique communiste*, n° 5, Leucate, p. 90.

François Mitterrand, renonçant par avance aux ministères-clés, etc. —, montre que le P.C.F. a vraiment tout fait pour la victoire électorale. Ce qui cadre fort mal avec la thèse de Leucate.

« Tu ne répondras pas aux mauvais procédés par de mauvais procédés », dit, en substance, l'ancien testament. Je ne veux donc pas faire à Leucate un procès d'intention. Mais je crois que Lequenne à raison lorsqu'il souligne que la thèse de Leucate « renvoie à une conception du stalinisme comme système social intermédiaire entre capitalisme et socialisme (12) ». La sous-évaluation des contradictions inter-bureaucratiques, l'affirmation au contraire d'une communauté d'intérêts assez forte pour imposer spontanément à tous un alignement stratégique sur l'orientation de Moscou, ne se conçoivent que si la bureaucratie constitue la classe dominante d'un nouveau mode de production — capitalisme d'Etat ou mode de production bureaucratique — appelé à se substituer au « capitalisme des monopoles ». Les bureaucrates des P.C. de masse seraient, dans cette optique, les noyaux dirigeants d'une classe manageriale, porteuse du mode de production en vigueur dans les pays de l'Est. Aujourd'hui dominée par la bourgeoisie capitaliste, la « techno-bureaucratie » s'efforcerait de s'ériger en classe dominante, en s'appuyant sur la classe ouvrière et la petite bourgeoisie.

La « subordination des bureaucraties nationales aux intérêts sociaux de la bureaucratie soviétique » renverrait alors à leur type d'insertion au sein du mode de production bureaucratique. C'est seulement si on conçoit ainsi la bureaucratie comme une nouvelle classe montante, ici au pouvoir, là dans l'opposition, mais fondamentalement unifiée par la place (potentielle ou actuelle) qu'elle occupe dans un nouveau mode de production, en pleine expansion, qu'on peut légitimement parler, comme le fait Leucate, d'une « identité de base sociale de la bureaucratie (13) ».

L'ère des épreuves

Aujourd'hui, en Europe occidentale, face à la montée de la combativité populaire et à l'instabilité consécutive des régimes en place, la convergence des intérêts bureaucratiques l'emporte sur les divergences. C'est pourquoi nulle part, on ne s'achemine encore vers des ruptures en bonne et due forme entre les bureaucraties des P.C. et la bureaucratie d'Etat de l'U.R.S.S.

La bureaucratie soviétique a besoin de conserver le maximum d'influence sur les P.C. de masse, comme moyen de pression sur les bourgeoisies européennes, mais surtout comme instrument de contrôle et de canalisation du mouvement de mas-

12) Cf article cité, p. 70.

13) C'est la thèse que développe David Rousset dans *La société éclatée*. Grasset, 1973, 800 pages.

se (14). Son statut de leader du mouvement communiste mondial demeure un élément décisif dans son système politico-idéologique de domination du prolétariat russe. Les appareils des P.C. de masse, d'autre part, tiennent à conserver leur référence aux Etats socialistes et leur appartenance au mouvement communiste international, non seulement parce qu'ils doivent tenir compte de l'idéologie inculquée à leur base et à leurs cadres pendant des décennies ; non seulement pour accréditer aux yeux de l'avant-garde ouvrière le mythe de leur opposition radicale au capitalisme, mais aussi et surtout, parce que l'intégration au « camp socialiste » constitue un élément de crédibilité décisif pour leur stratégie néo-réformiste de conquête du pouvroir (15). Quelle que soit la modestie des responsabilités qui leur seront confiées dans « l'étape de démocratie avancée », les communistes seront les mieux à même, en cas de besoin, d'obtenir et de gérer le soutien économique, diplomatique, militaire du bloc de l'Est...

Mais si la convergence domine encore, les divergences existent et ne sont plus réglées unilatéralement au profit de l'U.R.S.S. Au contraire, on assiste à un réaménagement du système de relations contractuelles qui s'est constitué empiriquement à la faveur de la « destalinisation ». La marge d'autonomie acquise par les P.C. de masse, dans le cadre de ce système, s'accroit. Se sentant poussé au gouvernement, le Parti communiste italien établit aujourd'hui des relations directes avec les social-démocraties allemande et britannique, envoie des émissaires à Washington... Comme lui, les Partis espagnol et français tiennent le plus grand compte des désiderata du grand frère soviétique, mais règlent en définitive leur orientation sur leurs intérêts propres. Il est exclu qu'ils cautionnent à nouveau une vague de répression du type de celle de l'année 1956 dans le bloc de l'Est, ou qu'ils consentent des sacrifices de l'ordre de ceux qu'ils ont endurés lors de la « troisième période » de l'Internationale communiste, ou au moment du pacte germano-soviétique. S'ils se trouvent placés devant l'alternative : se désolidariser nettement d'avec

14) « La bureaucratie stalinienne a-t-elle encore besoin de partis staliniens ? » demande Lequenne dans le n° 5 de cette revue. Et il répond : « Beaucoup plus que par la lutte de classe canalisée, la politique post-stalinienne passe par l'utilisation des contradictions inter-bourgeoises, voire inter-impérialistes. Dans une telle diplomatie, *les P.C. passent de l'utilité seconde à la gêne totale.* Et, nouveau paradoxe apparent, plus le parti est grand et implanté dans les masses, plus la gêne qu'il représente peut être grande. » (p.79). Il me semble, au contraire, que pour les raisons indiquées dans l'article (pression sur les bourgeoisies, contrôle du mouvement des masses, emprise idéologique sur les travailleurs soviétiques), le besoin qu'éprouve la bureaucratie du Kremlin de conserver son leadership sur les partis staliniens reste autrement plus fort que la « gêne » qu'ils lui occasionnent.

Si réellement la bureaucratie soviétique n'avait plus besoin des partis staliniens, on ne voit pas pourquoi elle lutterait farouchement, pied à pied, contre les tendances centrifuges à l'œuvre dans le mouvement communiste international, multipliant les pressions, suscitant des fractions, recherchant une base nouvelle susceptible de stabiliser son « camp ».

15) Ce que ne voit pas Lequenne (*C.C.*, n° 5, p. 71), qui réduit la dépendance des P.C. à l'égard de l'U.R.S.S. exclusivement à l'aide matérielle et à l'image politique d'anti-capitalisme conséquent que confère le label soviétique.

Moscou ou perdre des positions-clés au sein de la classe ouvrière, sans possibilité de louvoiement, nul doute qu'ils optent désormais pour la première solution. Les rythmes et l'ampleur de la distension des liens entre les P.C. de masse et l'U.R.S.S. dépendent donc, dans une large mesure, des rythmes et de l'ampleur de la crise propre des pays du bloc de l'Est. Si, au sein de ce bloc, prévaut la stabilité relative existant depuis fin 68, la convergence des intérêts inter-bureaucratiques continuera à prévaloir, cimentant l'alliance contractuelle. Mais cette perspective n'est pas la plus probable...

La désagrégation tendantielle du mouvement stalinien, dans le contexte présent d'aggravation de la crise du capitalisme en Europe occidentale et de montée du mouvement de masse, ouvre un champ d'intervention sans précédent aux marxistes-révolutionnaires, en direction de l'avant-garde ouvrière et des masses communistes. A mesure que cette désagrégation progresse, s'accentue le processus d'adaptation de la bureaucratie des P.C. de masse à la bourgeoisie nationale et à son Etat, s'infléchit le cours droitier de sa politique (16).

Simultanément, se délite la justification traditionnelle de sa ligne de défense du statu-quo (la subordination des intérêts historiques du prolétariat français aux intérêts du prolétariat mondial, incarné par l'U.R.S.S.), au moment même où s'affirment les aspirations socialistes de larges secteurs du mouvement ouvrier.

Pour la bureaucratie des P.C. de masse, il devient de plus en plus difficile de concilier sa politique de collaboration de classes et la consolidation de son hégémonie sur les secteurs avancés des masses populaires. Cette « difficulté » sera démultipliée demain lorsque ces partis accéderont au gouvernement.

La crise du pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est et l'exercice du gouvernement dans le contexte de crise sociale et de combativité populaire dans les pays capitalistes avancés, sont les deux épreuves que les P.C. de masse européens auront à affronter à moyen terme. Ces deux épreuves porteront à incandescence leurs contradictions internes, au moment où s'effondrent les certitudes.

16) L'abandon de la référence à la « dictature du prolétariat » à l'occasion du XXIIe Congrès du P.C.F. constitue à cet égard un événement important. Non par sa portée théorique : il y a belle lurette que le P.C.F. a abandonné le contenu concret de la dictature du prolétariat — la démocratie des soviets — au profit du parlementarisme bourgeois. Mais par sa signification politique : en remisant au grenier ce concept-clé de la théorie marxiste, la direction du P.C.F. veut signifier à la classe dominante, à ses alliés socialistes, à ses propres militants qu'un seuil est franchi ; que le P.C.F. règle désormais sans retenue son idéologie sur sa pratique ; qu'en matière de théorie de l'Etat, il fait sienne les thèses des idéologues bourgeois, cette révision en annonçant d'autres (cf. l'abandon grotesque du poing levé !) et garantissant le caractère « de principe » de son orientation légaliste et électoraliste.

A partir d'un certain niveau, la critique ponctuelle des régimes du bloc de l'Est ne se satisfait plus de la théorie des « bavures inévitables » ou des « abcès purulents sur un corps resté sain ». Elle appelle une critique d'ensemble du système, capable de rendre compte de ses « aberrations ». A l'instar des directions du P.C.I. et du P.C.E., la direction du P.C.F. sera contrainte de s'engager dans cette voie, si elle ne veut pas que sa base trouve des explications ailleurs. Ellenstein et ses pareils ont du pain sur la planche...

De même, la défense du « polycentrisme », au sein du mouvement communiste international, du « pluralisme » comme forme spécifique du « socialisme aux couleurs de la France », ne resteront pas longtemps compatibles avec la pratique d'un monolithisme de plomb dans la vie intérieure du parti. L'adhésion sans réserve à la démocratie formelle bourgeoise implique, à la longue, l'application de ses principes au régime intérieur des P.C.

L'effort de resserrement des liens avec les masses, de réinsertion dans leurs mouvements, implique des concessions à leurs aspirations anti-capitalistes, un effort d'adaptation aux objectifs et aux formes de luttes de leurs sections avancées (17).

Ces concessions et cette adaptation — dont le programme commun de gouvernement est un produit — entrent en contradiction avec les garanties que les P.C. doivent donner à leur bourgeoisie nationale en vue d'être intégrés comme force « honorable » (c'est-à-dire éventuellement comme force de rechange), dans le jeu politique bourgeois.

Ces contradictions, et bien d'autres, induisent un processus de différenciation au sein de l'appareil : différenciation entre archéo-staliniens et kroutchéviens modernistes au cours des années 60 (18). Mais aussi, au sein du P.C.I., apparition de tendances centristes de gauche sensibles aux pressions de la base ouvrière, telle la tendance Ingrao, en 1965, dont le groupe « Il Manifesto » est issu. L'ampleur de ces différenciations dépend de l'acuité des luttes de classe.

Or, précisément, l'accession des P.C. au gouvernement, dans le cadre de l'U.G. en France, de « l'alternative de gauche » en Italie, portera la lutte des classes à un niveau sans précédent. Stimulées par leur victoire électorale, les masses exigeront — pour commencer — la réalisation immédiate des promesses que les partis réformistes leur prodiguent depuis cinq ans, alors que

17) Cf. le tournant du P.C.F. à l'égard du mouvement de la jeunesse depuis la lutte contre la loi Debré, en 1973. Le cours « gauche » de la J.C., ses efforts d'investissement du terrain de luttes anti-militaristes avant la contre-offensive de Chirac. ★

18) S. Carrillo et F. Claudin contre José Diaz, Uribe, en 1956, puis Lister et Garcia en 1969, au sein du P.C.E. Servin Casanova contre Thorez en 1962, au sein du P.C.F., Donini et Onofrio contre la majorité du B.P. du P.C.I. en Italie en 1968, etc. En Finlande, en Grèce, en Espagne, etc., des différenciations se sont soldées par des quasi-scissions, plus ou moins importantes.

la crise des sociétés capitalistes avancées ruine les bases d'une politique réformiste efficace.

Consciente de ce qu'il n'y a pas de stabilisation réformiste possible dans le contexte économique et politique actuel, la réaction ne négligera aucun moyen pour infliger une défaite sensible au mouvement ouvrier préparant son retour en force. Pris entre la poussée des masses — instruites par dix ans de pratique de lutte de haut niveau et stimulées par l'action de l'extrême-gauche révolutionnaire — et les menées de la réaction nationale et internationale, les partis communistes verront s'exacerber leurs contradictions. S'il semble évident que la majorité de l'appareil se portera volontaire pour jouer les Noske et les Scheideman, il est probable qu'une gauche apparaîtra chez les militants et à la base de l'appareil, d'autant plus ample et résolue que le mouvement révolutionnaire des masses sera fort et structuré. S'ajoutant aux différenciations politiques à l'œuvre dans le P.S. et les syndicats, ce développement de courants centristes au sein du mouvement communiste créera les conditions d'une recomposition majeure du mouvement ouvrier. Que cette recomposition ait lieu, qu'elle soit réduite ou de grande ampleur dépend d'une part de l'intensité de la lutte des classes, d'autre part de la capacité des révolutionnaires à s'insérer dans cette lutte en vue de peser au maximum sur les contradictions des partis réformistes.

Février 1976